

**20 June 2005
le 20 juin 2005**

**ENGLISH
FRANÇAIS**

**UNITED NATIONS CENTRE FOR TRADE FACILITATION AND ELECTRONIC BUSINESS (UN/CEFACT)
CENTRE POUR LA FACILITATION DU COMMERCE ET
LES TRANSACTIONS ÉLECTRONIQUES (CEFACT ONU)**

**HANDLING OF LEGAL ASPECTS IN CEFACT
TRAITEMENT DES SUJETS LÉGAUX AU CEFACT ONU**

* * *

Submitted by the Head of Delegation of France
Soumis par le Chef de Délégation pour la France

This document is **for information** and **discussion** and is presented under agenda item 7 of the provisional agenda.

Ce document **pour information** et **discussion** est présenté sous le point 7 de l'ordre du jour provisoire.

French contribution to the Plenary CEFAC
Origin: Jean-Pierre Henninot French HoD
Date: June 17th 2005

Subject : Handling of legal aspects in CEFAC

The French Administration is pleased with the implementation of the decisions taken at the 10th Plenary session. Benefits of this can already be observed in several fields (restoration of a better relation with OASIS, confidence of the economic actors in the mission of CEFAC, delivery of documents (e.g. fast track submissions to ISO)).

France will support the continuation of this action, to make the CEFAC the recognized place for the core and cross-sectoral standardization in electronic communications exchanges.

But an important subject suffers delay: the IPR policy. More generally, the place and role of the Legal Group, with reference to the positive move of the CEFAC and the Forum as a whole, is for France a matter of concern. It seemed appropriate to raise now the attention of the CEFAC Plenary in this matter.

As regards the IPR policy, the last Plenary gave clear guidance to launch a study on new grounds, and to consider the existing policies in similar organizations, where answers are given with the satisfaction of the participants and their legal advisers. Without ignoring the complexity of the subject, France can only observe that there is no consistent proposal to the 11th Plenary meeting. France reiterates that this subject is crucial to create a frame of confidence by a clear understanding of the conditions to which the standardization activities are submitted. France proposes to fix the objective of solving this case before the end of 2005 (including the time for the circulation of drafts, the submission of comments by the members and the finalization of a document).

As regards the place and role of the Legal Group, France considers that the Legal Group is definitely a permanent group of the Forum. As such it should be present during each Forum meeting. This would surely help the LG to get a real-time view of activities and requirements.

This does not seem to be the case; French delegates did not notice the formal presence of the LG at the Washington meeting; but they heard a legal expert who spoke only about the IPR subject.

Taking the opportunity of the review of the Legal Group report, France proposes that the Plenary ask the LG.

- to plan participation in each Forum meeting
- to give the highest priority to the IPR subject, and work consequently and as necessary in relation with the SCG (Special Contact Group)

Contribution française au Plénier CEFAC (22-24 juin 2005)
Origine: Jean-Pierre Henninot, Chef de Délégation pour la France
Date: 17 juin 2005

OBJET: traitement des sujets légaux au CEFAC

L'Administration française est heureuse de constater la mise en application des décisions prises à la dixième session de la réunion Plénière du CEFAC. On peut déjà en observer les retombées bénéfiques dans plusieurs domaines (rétablissement de meilleures relations avec OASIS, confiance des acteurs économiques dans la mission du CEFAC, livraison de documents (par exemple, les soumissions en fast-track à l'ISO)).

La France soutiendra la poursuite de cette action pour faire du CEFAC le lieu reconnu pour les aspects sémantique et intersectoriel de la normalisation des échanges électroniques.

Il y a cependant un sujet important qui souffre de retard: la définition de la politique en matière de droits de Propriété Intellectuelle. Plus généralement, la place et le rôle du Groupe Légal, si on se réfère au mouvement positif de l'ensemble du CEFAC et du FORUM, est un sujet de préoccupation pour la France. Elle a estimé opportun d'attirer dès maintenant l'attention de la Plénière du CEFAC sur ce point.

En ce qui concerne la politique en matière de droits de Propriété Intellectuelle, le dernier Plénier avait donné une ligne de conduite claire pour repartir sur de nouvelles bases, et prendre en considération les politiques existantes dans des organisations similaires, où des réponses sont apportées à la satisfaction des participants et de leurs conseillers juridiques. Sans ignorer la complexité du sujet, la France ne peut qu'observer qu'il n'y a pas de proposition consistante à cette 11ème réunion plénière. La France réaffirme que ce sujet est crucial pour établir un cadre de confiance par une bonne compréhension des conditions auxquelles sont soumises les activités de normalisation. La France souhaiterait que l'on fixe l'objectif de conclure ce dossier avant la fin de l'année (y compris le temps nécessaire à la circulation des projets, la présentation de commentaires par les membres et la finalisation d'un document).

En ce qui concerne la place et le rôle du Groupe Légal, la France le considère par définition comme un des groupes permanents du Forum. En tant que tel il devrait être présent à chaque réunion du Forum. Cela aiderait sûrement le Groupe Légal à avoir une vision en temps réel des activités et des besoins.

Ceci n'a pas l'air d'être le cas; les délégués français au forum de Washington n'ont pas relevé de présence formelle du Groupe Légal; ils ont entendu un expert juridique qui n'a parlé que du sujet de la Propriété Intellectuelle.

Saisissant l'opportunité de la présentation du rapport du Groupe Légal, la France propose que le Plénier demande au Groupe Légal de:

- planifier sa participation à chaque réunion du Forum
 - de donner la priorité au sujet de la Propriété Intellectuelle, et de travailler en conséquence en relation avec le Groupe Spécial de Contact.
-